

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 18 mars 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le dix-huit mars, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Mme RINEAU Annie, Maire.

Date de convocation : 12 mars 2024.

Nombre de membres :

- En exercice : 12
- Présents : 11
- Votants : 11

Présents : A. RINEAU, F. GERMONNEAU, C. GRIMAUD, D. ALRIVIE, M. CHAUVET, C. MARSAUD-GELOT, A. LUSSEAU, J. GAUDIN, J. GUIGNARD, F. VANDEWEGHE, O. GAUDIN

Absents-Excusés : P. QUILLET quitte la séance après la première délibération

Secrétaire de séance : A. LUSSEAU

Ordre du jour :

- Intervention de M. Olivier GUERIN pour l'alarme de la salle

COMPTABILITE

- Vote des Taux des 3 taxes (TFB, TFNB, THRS).
- Vote des budgets primitifs 2024 Commune, Camping et Lotissement.

PERSONNEL

- Convention de mise à disposition de services entre la communauté de communes Vendée Sèvre Autise et la commune de Mailezais.
- Protection sociale complémentaire – Conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance des Agents.

DIVERS

- Convention avec Vendée Expansion pour le marché public des fouilles du lotissement.
- Convention avec le Département pour les travaux Rue de la Trigalle.

QUESTIONS DIVERSES

Madame le Maire demande si des observations sont à apporter sur le procès-verbal du 19 février 2024.

Aucune observation n'est formulée, le procès-verbal du 19 février 2024 est approuvé et peut donc être affiché dans les panneaux.

M. GUERIN intervient pour expliquer aux élus le fonctionnement de la nouvelle alarme à la salle des fêtes.

1 – VOTE DES TAUX DES 3 TAXES (TFB, TFNB, THRS)

Mme le Maire expose les dispositions de l'article 1639 A du Code Général des Impôts (CGI) selon lequel le Conseil Municipal vote les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires avant le 15 avril de chaque année.

Ces taux sont fixés conformément aux articles 1636 B sexies et 1636 B septies du CGI.

Mme le Maire rappelle les taux applicables en 2023 :

TFB	34,86 %	TFNB	59,21 %	THRS	18,95 %
-----	---------	------	---------	------	---------

Vu l'article 1639 A du Code Général des Impôts,

Vu les articles 1636 B sexies et 1636 B septies du Code Général des Impôts,

Vu l'état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2024 (état 1259)

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL** :

- **DECIDE, avec 5 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions**, la voix du Maire étant prépondérante, de fixer les taux applicables en 2024 comme suit :

TFB 34,86 %

TFNB 59,21 %

THRS 18,95 %

- **AUTORISE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer les documents s'y afférant

2 – VOTE DES BUDGETS PRIMITIFS 2024 COMMUNE – CAMPING ET LOTISSEMENT

Le Budget 2024 - Commune, équilibré à :

- **1 629 150,38 €** à la section de fonctionnement
 - **1 849 400,59 €** à la section d'investissement
- a été voté à l'unanimité.

Le Budget 2024 - Camping, équilibré à :

- **45 368,95 €** à la section de fonctionnement
 - **9 657,31 €** à la section d'investissement
- a été voté à l'unanimité.

Le Budget 2024 - Lotissement, équilibré à :

- **59 302,00 €** à la section de fonctionnement
 - **73 600,00 €** à la section d'investissement
- a été voté à l'unanimité.

3 – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VENDEE SEVRE AUTISE ET LA COMMUNE DE MAILLEZAIS

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre d'une bonne organisation des services, conformément à la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010, la Communauté de Communes Vendée Sèvre Autise peut mettre à disposition de ses communes membres différents services.

Ici la convention porte sur la mise à disposition de tracteur avec chauffeur, de camion, de tondeuse et autres petits matériels ;

Mme le Maire demande l'autorisation de signer la convention entre la CCVSA et la commune de Maillezais.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **LE CONSEIL MUNICIPAL** :

- **ACCEPTE** la convention de mise à disposition de services entre la CCVSA et la commune de Maillezais,
- **AUTORISE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer les documents s'y afférents

4 – PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRES – CONVENTIONS DE PARTICIPATION POUR LA COUVERTURE DU RISQUE PREVOYANCE DES AGENTS

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé à compter du 1^{er} janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

L'accord collectif national signé le 11 juillet 2023 par l'ensemble des associations représentatives d'employeurs territoriaux et des organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale vient renforcer les obligations des employeurs et les droits de leurs agents, en instituant notamment la généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties Prévoyance dans le cadre de contrats collectifs conclus par l'employeur au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

En premier lieu, le niveau des garanties offertes sera différent. Les contrats collectifs de Prévoyance à adhésion obligatoire devront en effet prévoir un niveau minimum de garantie couvrant tous les agents pour les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90% de la rémunération annuelle nette (TBI, NBI, RI).

En second lieu, c'est la participation des employeurs publics territoriaux qui change, avec une prise en charge, au minimum à hauteur de 50% des cotisations acquittées par les agents au titre du régime de base à adhésion obligatoire prévu par l'accord collectif national du 11 juillet 2023.

L'enjeu financier n'est donc plus du tout le même pour les collectivités territoriales avec un élargissement de la base des bénéficiaires d'une part, et de la participation unitaire d'autre part.

Il est également à noter que le caractère obligatoire de l'adhésion impactera également le régime d'assujettissement social et fiscal de la participation versée par l'employeur et des prestations versées par les assureurs.

En troisième lieu, l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 et l'accord collectif national du 11 juillet 2023 renforcent également les obligations des employeurs publics territoriaux en matière de dialogue social, en instituant la mise en œuvre d'un comité paritaire de pilotage et de suivi pour chaque accord collectif conclu.

Les employeurs publics territoriaux doivent donc, à plus ou moins brève échéance, engager d'une part des négociations avec les organisations syndicales et, d'autre part, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour sélectionner le ou les organismes assureurs qui couvriront les garanties de prévoyance dans le cadre de contrats collectifs à adhésion obligatoire.

Les dispositions de cet accord collectif national doivent faire l'objet dans les mois à venir de transpositions législatives et réglementaires.

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 a également confirmé le rôle d'expertise des Centres de Gestion qui ont désormais l'obligation de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de Santé et de Prévoyance.

Les enjeux sont multiples : santé au travail, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroît la complexité.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux, les cinq centres de gestion des Pays de la Loire ont décidé de placer cette question au cœur du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation et de construire ensemble un cadre de mise en œuvre collectif et sécurisé.

Au regard de ce contexte juridique et technique, compte tenu de la complexité et l'expertise imposées par ce type de dossier, après une analyse approfondie menée depuis le mois de juillet 2023, le Centre de gestion de la Vendée a décidé, avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, d'engager un marché régional afin d'être en mesure de proposer à l'ensemble des employeurs publics de la région une offre performante et adaptée aux différentes problématiques rencontrées en matière de prévoyance, à compter du 1^{er} janvier 2025, puis en santé, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Dans cette perspective, le Centre de gestion de la Vendée et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire se sont engagés dans une démarche experte et globale, qui offre aux collectivités territoriales et aux établissements publics de leur ressort un accompagnement de haut niveau sur tous les aspects juridiques, fiscaux, sociaux et financiers inhérents à la Protection Sociale Complémentaire.

Ainsi, le Centre de gestion de la Vendée et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire piloteront l'ensemble du processus, tant pour ce qui concerne le dialogue social et l'animation de l'instance paritaire régionale, que la définition des garanties, la rédaction du cahier des charges, la conduite des négociations avec les assureurs, l'analyse des offres, la rédaction des projets d'accords collectifs, la mise en place de la gestion des prestations et le suivi et le pilotage des contrats dans le temps, au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux, ainsi que des agents assurés.

La mutualisation des risques sur un large périmètre permettra de renforcer l'attractivité auprès des organismes d'assurances, mais également de mieux piloter les risques, et par là-même de maîtriser les évolutions tarifaires dans le temps.

Enfin, le Centre de gestion de la Vendée et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire sont parmi les tous premiers centres de gestion à initier cette démarche, ce qui constitue un gage de compétitivité pour les collectivités territoriales et établissements publics qui adhéreront à la consultation.

Le Maire informe les membres de l'assemblée que le conseil d'administration du Centre de gestion de la Vendée, par délibération du 30 janvier 2024, a autorisé la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire en vue de lancer pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics lui ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Cette procédure permettra à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré aux conventions de participation d'accéder à une offre de garanties d'assurance prévoyance mutualisées et attractives éligibles à la participation financière de son employeur, à effet du 1^{er} janvier 2025.

Le Maire précise qu'afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il convient de donner mandat préalable au Centre de gestion de la Vendée afin de mener la mise en concurrence.

DÉLIBÉRÉ

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;
Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;
Vu le schéma régional de coopération, mutualisation et spécialisation adopté par délibérations concordantes des cinq centres de gestion des Pays de la Loire et signé le 26 septembre 2022 ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 12 février 2024

Après discussion, l'assemblée décide, à l'unanimité, de :

- **Donner mandat au Centre de gestion de la Vendée**, membre du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;
- **Donner mandat au Centre de gestion de la Vendée** pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance ;

5 – CONVENTION AVEC VENDEE EXPANSION POUR L'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REALISATION DES FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la réalisation des fouilles archéologiques dans le terrain du futur lotissement, un appel à candidature doit être réalisé.

Pour élaborer le dossier, une assistance est demandée à Vendée Expansion.

Le montant de la prestation est de 3 600.00 € HT.

Mme le Maire demande l'autorisation de signer la convention entre Vendée Expansion et la commune de Maillezais.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **LE CONSEIL MUNICIPAL :**

- **ACCEPTE** la convention avec Vendée Expansion pour l'assistance à Maitrise d'Ouvrage,
- **AUTORISE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer les documents s'y afférents

6 – CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT POUR LES TRAVAUX RUE DE LA TRIGALLE

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de l'aménagement de la Rue de la Trigalle, une convention doit être signée entre le Département et la commune.

Elle a pour but d'autoriser un aménagement de voirie sur le domaine public départemental, en agglomération et fixe les conditions de son entretien ultérieur.

Mme le Maire demande l'autorisation de signer la convention entre le Département et la commune de Maillezais.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **LE CONSEIL MUNICIPAL :**

- **ACCEPTE** la convention avec le Département pour autoriser l'aménagement de Voirie,
- **AUTORISE** Mme le Maire, ou son représentant, à signer les documents s'y afférents

QUESTIONS DIVERSES

- Le site internet a été mis en ligne le 15 mars dernier.
- Un devis a été signé pour la rénovation des panneaux directionnels à l'Abbaye.

- Une proposition de devis a été faite pour revoir la signalétique au camping.
- La peinture du local des sanitaires au camping est en cours.
- La commission Voirie se réunira mercredi 3 avril à 20h.
- La commission Bâtiments s'est réunie lundi 25 mars à 14h.
- La date du prochain conseil : en avril

La séance est levée à 23h15.

~~~~~

Affiché en exécution de l'article 56 de la loi du 5 avril 1884.

Le secrétaire de séance,



Le Maire.



